

INTERPELLATION URGENTE

Auteur PLR, par Julien Dubuis, Sylvie Masserey Anselin et Jean-Michel Savioz
Objet Un arrêt du TF stipule que les cantons doivent prendre intégralement en charge les coûts résiduels des soins. Quelle incidence financière pour le Valais?
Date 11.09.2018
Numéro 2.0249

Actualité de l'événement

Un arrêté du Tribunal fédéral datant du 20 juillet et communiqué le 13 août stipule que les cantons (ou leurs communes) doivent prendre intégralement en charge les coûts résiduels (coûts non couverts par la participation légalement limitées de l'assurance obligatoire des soins et des assurés).

Imprévisibilité

On ne pouvait pas prévoir cet arrêté du Tribunal fédéral qui confirme le jugement du Tribunal des assurances du canton de St-Gall.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

Étant donné que le budget 2019 sera étudié prochainement par les commissions thématiques et par la COFI, il convient de connaître le montant supplémentaire qui pourrait être à charge du canton et / ou des communes afin de pouvoir, le cas échéant prévoir ce montant au budget du SSP.

Selon l'arrêté du tribunal fédéral du 20 juillet 2018 communiqué le 13 août. Les cantons doivent prendre intégralement en charge les coûts résiduels.

La nouvelle réglementation concernant le financement des soins est entrée en vigueur en 2011. Son objet est la participation aux coûts des prestations de soins dispensées sous forme ambulatoire ou dans des établissements médico-sociaux (EMS) sur la base d'une prescription médicale et d'un besoin en soins avéré. Selon l'article 25a de la LAMal, une partie des coûts est à la charge de l'assurance obligatoire des soins (AOS). La participation de l'AOS a été fixée par le Conseil Fédéral de façon échelonnée entre 9 et 108 francs par jour. Au maximum 21 francs 60 peuvent être reportés sur les assurés; les cantons règlent le financement résiduel.

Le canton de St-Gall a fixé les montants maximaux du financement résiduel des coûts des soins devant être supportés par les communes. Or, dans le cas qui a fait l'objet du recours, les coûts des soins d'un assuré dépassaient les montants maximaux fixés par le canton. La participation aux coûts de la commune a été limitée à ce montant maximal. Or, le tribunal des assurances du canton de St-Gall a décidé en 2017 que la commune ne devait pas seulement prendre en charge le montant cantonal maximal, mais aussi les coûts de soins qui dépassaient ce montant.

Cette décision a été confirmée par le Tribunal fédéral.

Conclusion

Au vu de ce qui précède, nous demandons au Conseil d'Etat de répondre aux questions suivantes:

- Le Valais est-il touché par cette décision?
- Si oui, a-t-on chiffré l'incidence financière de cette décision pour le canton et les communes?
- A-t-on prévu un montant au budget 2019 pour absorber les éventuels montants à charge du canton?

DRINGLICHE INTERPELLATION

Urheber PLR, durch Julien Dubuis, Sylvie Masserey Anselin und Jean-Michel Savioz
Gegenstand Bundesgerichtsurteil: Die Kantone müssen vollständig für die Restkosten bei der Pflegefinanzierung aufkommen. Welche finanziellen Auswirkungen für das Wallis?
Datum 11.09.2018
Nummer 2.0249

Aktualität des Ereignisses

Im Bundesgerichtsurteil vom 20. Juli, das am 13. August veröffentlicht wurde, wird festgehalten, dass die Kantone (oder die Gemeinden) die Restkosten der Pflege vollständig übernehmen müssen (Kosten, die nicht durch die gesetzlich limitierten Beiträge der obligatorischen Krankenpflegeversicherung und die Versicherten gedeckt sind).

Unvorhersehbarkeit

Dieses Urteil des Bundesgerichts, mit dem der Entscheid des Versicherungsgerichts des Kantons St. Gallen bestätigt wird, kam unerwartet.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Das Budget 2019 wird demnächst von den thematischen Kommissionen und der FIKO behandelt. Deshalb wäre es gut zu wissen, welcher zusätzliche Betrag auf den Kanton und/oder die Gemeinden zukommen könnte, um diesen allenfalls im Budget der Dienststelle für Gesundheitswesen zu berücksichtigen.

Gemäss Bundesgerichtsurteil vom 20. Juli 2018, das am 13. August veröffentlicht wurde, müssen die Kantone die Restkosten der Pflege vollständig übernehmen.

Die Neuordnung der Pflegefinanzierung ist im Jahr 2011 in Kraft getreten. Darin wird die Beteiligung an den Kosten der Pflegeleistungen geregelt, die ausgehend von einer ärztlichen Verordnung und eines ausgewiesenen Pflegebedarfs ambulant oder im Pflegeheim erbracht werden. Gemäss Artikel 25a des KVG muss ein Teil der Kosten von der obligatorischen Krankenpflegeversicherung (OKP) übernommen werden. Der Bundesrat hat die Beteiligung der OKP gestaffelt auf 9 bis 108 Franken pro Tag festgelegt. Maximal 21.60 Franken dürfen auf die Versicherten überwältzt werden, die Kantone regeln die Restfinanzierung.

Der Kanton St. Gallen hat Höchstansätze festgelegt, die von den Gemeinden als Restfinanzierung an die Pflegekosten beizutragen sind. Im konkreten Fall überstiegen die Pflegekosten einer versicherten Person den kantonalen Höchstansatz allerdings. Der Kostenbeitrag der Gemeinde wurde auf diesen Höchstansatz beschränkt. Das Versicherungsgericht des Kantons St. Gallen hat im Jahr 2017 entschieden, dass die Gemeinde nicht nur den kantonalen Höchstansatz, sondern auch die darüber hinausgehenden Pflegekosten zu entschädigen habe.

Dieser Entscheid wurde vom Bundesgericht bestätigt.

Schlussfolgerung

Angesichts der obigen Ausführungen möchten wir vom Staatsrat Folgendes wissen:

- Ist der Kanton Wallis von dieser Entscheidung betroffen?
- Wenn ja, wurden die finanziellen Auswirkungen dieser Entscheidung auf den Kanton und die Gemeinden beziffert?
- Wurde im Budget 2019 ein Betrag vorgesehen, um die eventuellen Kosten zulasten des Kantons zu berücksichtigen?

INTERPELLATION URGENTE

Auteur PDCB, par Benoît Bender et Joachim Rausis
Objet Les archives de l'Etat prennent l'eau spécialement au Service cantonal des contributions!
Date 11.09.2018
Numéro 1.0264

Actualité de l'événement

annonce des dégâts en août 2018 par la presse nationale

Imprévisibilité

un orage d'une rare violence

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

sauvegarder les archives de l'Etat

En date du 6 août 2018, le canton a vécu des intempéries hors normes selon les régions.

La ville de Sion a été particulièrement touchée puisqu'un orage d'une rare violence déverse près de 50 mm d'eau.

Le violent orage a laissé des traces. Une vingtaine de bâtiments du canton ont été touchés, en particulier celui de l'administration fiscale, mise au chômage technique. La masse d'eau a atteint jusqu'à 1m50.

Les informations sur les dégâts des archives du Service cantonal des contributions sont contradictoires dans la presse nationale.

Qu'en est-il réellement ?

Conclusion

- Avez-vous évalué les risques de pertes de documents
- Quelles sont les mesures prises à court-moyen et long terme
- D'autres services de l'Etat ont-ils subi des dommages de perte de documents
- Des montants ont-ils été mis au budget pour remédier à ce type de problèmes

DRINGLICHE INTERPELLATION

Urheber PDCB, durch Benoît Bender und Joachim Rausis
Gegenstand Wasserschaden im Archiv der kantonalen Steuerverwaltung
Datum 11.09.2018
Nummer 1.0264

Aktualität des Ereignisses

Von der Presse im August 2018 gemeldete Schäden

Unvorhersehbarkeit

Ein aussergewöhnlich heftiges Gewitter

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Die Archive retten

Am 6. August 2018 wurde der Kanton von einem aussergewöhnlich heftigen Gewitter heimgesucht.

Die Stadt Sitten war davon besonders stark betroffen, da Niederschläge von bis zu 50 mm fielen. Dies hat Spuren hinterlassen. Etwa 20 Verwaltungsgebäude waren betroffen, insbesondere die kantonale Steuerverwaltung, die für mehrere Tage dichtmachen musste. Das Wasser stand zeitweise bis zu 1,50 Meter hoch.

Die Medienberichte über die Schäden im Archiv der kantonalen Steuerverwaltung sind widersprüchlich.

Wie gross ist sind die Schäden wirklich?

Schlussfolgerung

- Wurden die Risiken eines allfälligen Dokumentverlustes analysiert?
- Welche Massnahmen werden kurz-, mittel- und langfristig getroffen?
- Haben andere Dienststellen des Staates Dokumentverluste erlitten?
- Wurden Beträge budgetiert, um sich gegen solche Probleme zu wappnen?

INTERPELLATION URGENTE

Auteur AdG/LA, par Florian Alter
Objet L'Etat et les marchés publics
Date 11.09.2018
Numéro 3.0407

Actualité de l'événement

Le «Matin Dimanche» a révélé le 12 août 2018 une opacité singulière au niveau de l'utilisation de l'argent public, notamment dans la procédure des marchés publics.

Imprévisibilité

Impossible de prévoir que le canton violait la loi en connaissance de cause.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

Il est urgent que le Conseil d'Etat applique immédiatement la loi sur les marchés publics.

En date du 12 août 2018, le «Matin Dimanche» a publié un article assez complet sur la transparence en matière d'attribution des marchés publics.

Selon l'expert, un ratio créé entre les appels d'offre lancés dans le SIMAP (système d'information sur les marchés publics) et la publication des adjudications correspondantes peut-être considéré comme un marqueur de transparence. Cette publication s'avère être une obligation légale.

Le Valais a un indicateur de 12%.

Au-delà de ce que cela peut évoquer comme remise en question, une phrase de Martin Zurwerra, chef de service en charge notamment des marchés publics, attire l'attention.

«Oui, c'est une violation de la loi, mais elle n'est pas très grave.»

On comprend donc que cette violation pas très grave de la loi était connue.

Conclusion

C'est pourquoi le Conseil d'Etat est prié de prendre position sur les points suivants:

- Pourquoi serait-il impossible de monter ce ratio de 12% à par exemple 75% en une année?
- Peut-on avoir la liste des marchés publics qui auraient du faire l'objet d'une publication?
- Comment le Canton peut-il être autorité de surveillance si il viole sciemment une loi sur un point aussi basique qu'il soit?
- Pouvez-vous publier une liste exhaustive de lois dont la violation n'est pas grave (ou grave) afin que toutes communes appliquent les mêmes règles que le Canton?
- Au final le Conseil d'Etat ne devrait-il pas respecter et appliquer immédiatement toutes les lois, notamment au niveau des marchés publics?

DRINGLICHE INTERPELLATION

Urheber AdG/LA, durch Florian Alter
Gegenstand Der Staat und das öffentliche Beschaffungswesen
Datum 11.09.2018
Nummer 3.0407

Aktualität des Ereignisses

Im «Matin Dimanche» vom 12. August 2018 wurde ein krasser Transparenzmangel bei der Verwendung von öffentlichen Geldern, insbesondere im Bereich des öffentlichen Beschaffungswesens, aufgedeckt.

Unvorhersehbarkeit

Es war nicht vorhersehbar, dass der Kanton wissentlich gegen die Gesetzgebung verstossen würde.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Es muss umgehend dafür gesorgt werden, dass der Staatsrat die Gesetzgebung über das öffentliche Beschaffungswesen anwendet.

Im «Matin Dimanche» vom 12. August 2018 wurde ein ausführlicher Artikel über die Transparenz bei der Vergabe von öffentlichen Aufträgen veröffentlicht.

Laut dem Experten kann der Anteil der Ausschreibungen, bei welchen auf Simap (Informationssystem über das öffentliche Beschaffungswesen in der Schweiz) auch der Zuschlag publiziert wurde, als Transparenzindikator betrachtet werden. Diese Publikation ist sogar eine gesetzliche Verpflichtung.

Für das Wallis liegt der besagte Indikator bei 12 %.

Nicht nur dieser tiefe Wert, sondern insbesondere auch folgende Aussage des für das öffentliche Beschaffungswesen zuständigen Dienstchefs ist befremdlich:

«Ja, das ist schon ein Gesetzesverstoss, aber nicht so ein schlimmer.»

Dieser «nicht so schlimme» Gesetzesverstoss war also bekannt.

Schlussfolgerung

Der Staatsrat wird deshalb gebeten, folgende Fragen zu beantworten:

- Wäre es nicht möglich, diesen Anteil von 12 % innert Jahresfrist auf beispielsweise 75 % zu erhöhen?
- Kann uns der Staatsrat eine Liste mit den öffentlichen Aufträgen unterbreiten, die Gegenstand einer Publikation hätten sein müssen?
- Wie kann der Kanton als Aufsichtsbehörde die Gesetzgebung in einem so wesentlichen Punkt wissentlich verletzen?
- Kann der Kanton eine umfassende Liste der Gesetze veröffentlichen, deren Verletzung als nicht so schlimm (oder schlimm) erachtet wird, damit die Gemeinden die gleichen Regeln wie der Kanton anwenden?
- Ist der Staatsrat nicht verpflichtet, alle Gesetze umgehend einzuhalten und anzuwenden, insbesondere im Bereich des öffentlichen Beschaffungswesens?

DRINGLICHES POSTULAT

Urheber	SVPO, durch Andreas Briggeler (Suppl.), Jasmin Berchtold (Suppl.) und Patrick Hildbrand
Gegenstand	Schulstundenerhöhung der 1H und 2H
Datum	11.09.2018
Nummer	3.0408

Aktualität des Ereignisses

Der Staatsrat will gemäss Podiumsgespräch und Zeitungen die Schulstunden in den Klassen 1H und 2H erhöhen.

Unvorhersehbarkeit

Diese Bekanntgabe wurde erst letzte Woche publiziert.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Die Massnahmen sollen bereits auf das Schuljahr 2019 eingeführt werden. Da diese Änderungen eine Vorbereitungszeit benötigen, sind die Schulen bereits gefordert.

Die Schulstundenerhöhungen für die 1H und 2H (ehemals Kindergarten) sollen nicht einfach pauschal durchgeführt werden. Ein guter Start in die schulische Laufbahn und die ersten Schuljahre sind für die Kinder von grösster Bedeutung. Ein guter Start muss aber nicht für jeden gleich aussehen.

Die Kinder, welche nun ja bereits mit 4 Jahren eingeschult werden, sind im Entwicklungsstand nicht alle gleich weit. Die Erhöhung in der 1H von 12 auf 16 Lektionen kann richtig angewendet, sehr sinnvoll sein. Dies hat sich in der Vergangenheit schon in der Zeit vor Harnos auch bereits gezeigt. Wichtig hierfür war, dass nicht alle Schüler der 1H vom ersten Schultag an zwingend 16 Lektionen Unterricht haben mussten.

Wer schon so weit war durfte direkt von den 16 Stunden profitieren und die Kinder welche noch ein wenig Anlaufzeit brauchten durften mit 12 Stunden vorläufig bleiben.

Somit konnten Eltern und Lehrer in der ersten Phase von Schulanfang bis Weihnachten gemeinsam entscheiden wann die Erhöhung von 12 auf 16 Lektionen für das jeweilige Kind am besten ist. Dies hat allen einen individuellen und Kindsgerechten Einstieg in die Schule ermöglicht.

Eine Erhöhung bei der 2H von bereits 24 auf 28 Lektionen finden wir als zu hoch und auch als ein zu grosser und schneller Schritt für die Kinder. Die Kinder sollen eine Stufenweise Einschulung erleben dürfen. Bereits heute ist die 3H und 4H mit den 28 Lektionen auf dem zeitintensivsten Niveau der gesamten Schweiz. Dies hat der Kanton Wallis an der Medienkonferenz vom 16. August 2018 für das Schuljahr 2018-2019 auf der Folie Nr. 46 selber präsentiert. Das heisst, kein einziger Kanton in der Schweiz hat 28 Lektionen in der 3H und 4H. Nur das Wallis.

Jetzt sogar bereits bei der 2H auch schon auf 28 Lektionen zu gehen ist eindeutig zu viel.

Eltern und Lehrer sollten gemeinsam entscheiden und unseren Kindern dadurch eine angemessene und stufenweise Einschulung ermöglichen, so wie wir diese selber auch erleben durften.

Schlussfolgerung

Wir fordern den Staatsrat auf, die Erhöhung der Lektionen von 12 auf 16 so zu gestalten, dass die Eltern zusammen mit den Lehrpersonen bei jedem Kind zwischen Schulanfang und Weihnachten individuell entscheiden können, wann die Erhöhung während dieser Zeitperiode genau erfolgt. Zudem soll es keine Erhöhung der Lektionen bei der 2H geben.

POSTULAT URGENT

Auteur SVPO, par Andreas Briggeler (suppl.), Jasmin Berchtold (suppl.) et Patrick Hildbrand
Objet Augmentation des heures de cours pour les 1H et 2H
Date 11.09.2018
Numéro 3.0408

Actualité de l'événement

D'après une information livrée lors d'un débat public et parue dans la presse écrite, le Conseil d'Etat entend augmenter le nombre d'heures de cours dans les degrés de 1H et 2H.

Imprévisibilité

Cette annonce n'a été publiée que la semaine dernière.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

Ce changement devrait entrer en vigueur dès l'année scolaire 2019. Dès lors que cette mesure nécessite un temps de préparation, les écoles sont d'ores et déjà mises à contribution.

L'augmentation des heures de cours pour les degrés 1H et 2H (autrefois le jardin d'enfants) ne doit pas se faire simplement en bloc. Il est primordial pour les enfants de débiter leur parcours scolaire et leurs premières années dans de bonnes conditions. Un bon départ ne doit cependant pas forcément être le même pour tout le monde.

Les enfants, qui commencent désormais l'école à 4 ans, ne présentent pas tous le même degré de maturité. Augmenter le nombre d'heures de cours 12 à 16 en 1H peut être tout à fait judicieux, à condition que cela se fasse de manière appropriée. C'est d'ailleurs ce qui s'est déjà produit dans le passé, avant l'introduction d'Harmos. A la différence qu'alors, tous les élèves de 1H n'étaient pas contraints de suivre 16 périodes de cours dès le premier jour d'école.

Les enfants qui étaient en mesure de le faire pouvaient profiter immédiatement des 16 heures d'enseignement et ceux qui avaient encore besoin d'un temps d'acclimatation pouvaient limiter provisoirement le temps d'école à 12 heures.

Ainsi durant une première phase, soit entre la rentrée scolaire et Noël, parents et enseignants pouvaient décider ensemble du moment optimal pour augmenter le nombre d'heures de 12 à 16 heures. Cette approche a permis à tous de connaître un début de scolarité individuel et adapté aux besoins des enfants.

Selon nous, l'augmentation du nombre d'heures de 24 à 28 périodes en 2H est trop importante et représente un saut trop abrupt et trop rapide pour les enfants. Ceux-ci doivent pouvoir bénéficier d'une scolarisation progressive. Avec un total de 28 périodes, les degrés 3H et 4H se situent déjà au niveau le plus élevé de Suisse en termes de temps scolaire. Cette information est tirée de la présentation faite par le canton du Valais lui-même, lors de la conférence de presse du 16 août 2018 sur l'année scolaire 2018-2019 (transparent no 46). En clair, à part le Valais, aucun autre canton de Suisse n'applique un programme de 28 heures de cours dans les degrés 3H et 4H.

Soumettre maintenant même les 2H au rythme de 28 heures de cours est clairement excessif.

Parents et enseignants devraient décider ensemble et permettre ainsi à nos enfants de profiter d'une scolarisation adéquate et progressive, comme nous avons pu en profiter nous-mêmes.

Conclusion

Nous invitons le Conseil d'Etat à mettre en œuvre cette augmentation de 12 à 16 périodes de cours de telle manière à permettre aux parents, en collaboration avec les enseignants, de décider individuellement entre la rentrée scolaire et Noël du moment auquel cet accroissement devient effectif. En outre, il ne doit pas y avoir d'augmentation du nombre de périodes en 2H.

POSTULAT URGENT

Auteur UDC, par Grégory Logean et Marylène Moos (suppl.)
Objet Non à la délocalisation en Pologne des activités de la Loterie Romande!
Date 11.09.2018
Numéro 3.0409

Actualité de l'événement

Le 4 août dernier, nous apprenions que la Loterie Romande allait délocaliser une partie de son service informatique en Pologne avec la suppression de cinq postes. Cette annonce surprenante de la Loterie Romande a été abondamment commentée dans la presse.

Imprévisibilité

Au regard de la mission d'utilité publique de la Loterie Romande, une telle décision était totalement imprévisible. Et cela d'autant plus que durant la campagne de votation concernant la loi sur les jeux d'argent, la Loterie Romande a réaffirmé son rôle sociale et de proximité.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

Certains cantons, comme celui du Jura, ont déjà manifesté officiellement leur indignation. Afin de donner de la force au message et d'obtenir un retour à la raison de la part de la Loterie Romande, il est urgent d'appuyer ces démarches.

Le 4 août dernier, nous apprenions que la Loterie Romande allait délocaliser une partie de son service informatique en Pologne avec la suppression de cinq postes. Cependant, lors de la votation fédérale concernant la loi sur les jeux d'argent, la Loterie Romande a ardemment défendu, avec le soutien des cantons romands, le monopole dont elle bénéficie en expliquant vouloir se protéger des canaux étrangers et cela en mettant en avant son rôle social de proximité.

Pour le groupe UDC, la décision de la Loterie Romande de délocaliser une partie de ses activités informatiques à l'étranger est scandaleuse et contraire à sa mission d'utilité publique.

Conclusion

En conséquence, le présent postulat demande au Conseil d'Etat d'affirmer à la Loterie Romande sa totale désapprobation quant à la décision de délocalisation une partie de son service informatique en Pologne.

DRINGLICHES POSTULAT

Urheber UDC, durch Grégory Logean und Marylène Moos (Suppl.)
Gegenstand Kein IT-Outsourcing nach Polen bei der Loterie Romande!
Datum 11.09.2018
Nummer 3.0409

Aktualität des Ereignisses

Am 4. August haben wir erfahren, dass die Loterie Romande einen Teil ihrer IT-Abteilung nach Polen ausgelagert und fünf Stellen streicht. Diese überraschende Ankündigung wurde in den Medien heftig kommentiert.

Unvorhersehbarkeit

In Anbetracht der gemeinnützigen Aufgabe der Loterie Romande war ein solcher Entscheid absolut unvorhersehbar. Dies insbesondere, nachdem die Loterie Romande während der Abstimmungskampagne über das Glücksspielgesetz ihre soziale und bürgernahe Rolle erneut betont hatte.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Einige Kantone (darunter der Jura) haben bereits offiziell ihrem Unmut Ausdruck verliehen. Um hier ein Zeichen zu setzen und eine Begründung seitens der Loterie Romande zu erhalten, ist es notwendig, das Vorgehen der anderen Kantone zu unterstützen.

Am 4. August haben wir erfahren, dass die Loterie Romande einen Teil ihrer IT-Abteilung nach Polen ausgelagert und fünf Stellen streicht. Während der eidgenössischen Abstimmung über das Glücksspielgesetz hat die Loterie Romande mit der Unterstützung der Westschweizer Kantone allerdings vehement das Monopol verteidigt, von dem sie profitiert, und behauptet, sich gegen ausländische Anbieter schützen zu wollen. Dabei hat sie ihre soziale und bürgernahe Rolle betont.

Für die UDC-Fraktion ist der Entscheid der Loterie Romande, einen Teil ihrer IT-Abteilung ins Ausland zu verlagern, skandalös und er widerspricht ihrer gemeinnützigen Aufgabe.

Schlussfolgerung

Folglich wird der Staatsrat mit dem vorliegenden Postulat aufgefordert, der Loterie Romande aufgrund ihres Entscheids, einen Teil ihrer IT-Abteilung nach Polen zu verlagern, seine totale Empörung mitzuteilen.

RESOLUTION URGENTE

Auteur PLR, par Thomas Birbaum (suppl.)
Objet Pas de délocalisation des activités de la Loterie Romande
Date 11.09.2018
Numéro 7.0085

Actualité de l'événement

La Loterie Romande a annoncé la délocalisation de ses postes informatiques fin juin.

Imprévisibilité

Cette décision était totalement inattendue.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

Membre de l'organe suprême de la convention de la loterie romande, le Gouvernement doit faire entendre sa désapprobation avant que la décision de la délocalisation ne soit effective.

Fin juin, la Loterie Romande (LORO) a décidé d'attribuer 20% de ses tâches informatiques à une société basée en Pologne. Une décision qui choque à plus d'un titre.

Quelques semaines à peine après une votation dans laquelle les cantons romands se sont engagés pour défendre le monopole des jeux dont bénéficie la LORO, essentiellement en raison de la mission d'utilité publique de cette société, un engagement qui a largement contribué à l'acceptation de la loi à 72,9%, c'est l'entreprise que l'on voulait protéger des canaux étrangers qui les utilise à son profit!

Au mépris d'une partie de ses employés.

Cette délocalisation aura en effet des conséquences sur l'emploi en Romandie par la suppression de sept postes (cinq selon la LORO) d'informaticiens au sein de l'association. La LORO parle de quatre licenciements et d'un départ à la retraite. Ce qui est sûr, c'est que tous les employés touchés sont âgés de plus de 50 ans. Il n'est pas exclu que cette décision relevant d'une gestion déplorable ait des conséquences sociales pour quelques-uns d'entre eux. Nous pensions pourtant que la LORO avait aussi pour vocation de soutenir les associations menant des activités sociales en faveur des plus défavorisés. En fait elle n'hésite pas pour un profit immédiat mais loin d'être nécessaire, de provoquer des situations pouvant avoir des conséquences sociales pour les personnes concernées directement, ici, en Romandie.

Nous considérons la décision de la LORO de délocaliser une partie de ses activités informatiques vers un pays étranger comme extrêmement choquante.

Conclusion

Par la présente résolution, nous demandons que le Grand Conseil valaisan affirme sa désapprobation quant à la décision de délocalisation prise par la LORO.

DRINGLICHE RESOLUTION

Urheber PLR, durch Thomas Birbaum (Suppl.)
Gegenstand Kein IT-Outsourcing bei der Loterie Romande
Datum 11.09.2018
Nummer 7.0085

Aktualität des Ereignisses

Ende Juni hat die Loterie Romande die Auslagerung einiger ihrer IT-Arbeitsstellen angekündigt.

Unvorhersehbarkeit

Diese Entscheidung kam völlig unerwartet.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Die Regierung muss als Mitglied des obersten Organs der Vereinbarung über die Loterie Romande ihrem Unmut Ausdruck verleihen, bevor ein Teil der IT-Aufgaben ausgelagert wird.

Ende Juni hat die Loterie Romande entschieden, 20 % ihres IT-Bereichs nach Polen auszulagern. Diese Entscheidung ist in mehrerlei Hinsicht schockierend.

Im Rahmen der Abstimmung über das Geldspielgesetz haben sich die Westschweizer Kantone dafür eingesetzt, das Geldspielmonopol, von dem die Loterie Romande als gemeinnützige Organisation profitiert, vor ausländischen Anbietern zu schützen – was bedeutend zur Gesetzesannahme mit 72,9 % beigetragen hat. Nur einige Wochen später profitiert die Loterie Romande jedoch selbst von ausländischen Anbietern!

Dies zum Nachsehen eines Teils ihrer Angestellten.

Mit dieser Auslagerung verliert der Westschweizer Arbeitsmarkt sieben (fünf gemäss Loterie Romande) Arbeitsplätze im IT-Bereich. Die Loterie Romande spricht ihrerseits von vier Entlassungen und einer Pensionierung. Fest steht, dass alle betroffenen Angestellten über 50 Jahre alt sind. Es kann nicht ausgeschlossen werden, dass diese aus einer bedauernden Geschäftsführung entstandene Entscheidung für einige unter ihnen soziale Folgen haben wird. Wir dachten allerdings, dass es auch Aufgabe der Loterie Romande ist, Vereine zu unterstützen, die sich für Benachteiligte einsetzen. Sie zögert jedoch nicht, für eine rasche – aber völlig unnötige – Gewinnerzielung Situationen in Kauf zu nehmen, die soziale Folgen für Menschen hier in der Westschweiz haben.

Wir erachten den Entscheid der Loterie Romande, einen Teil ihres IT-Bereichs ins Ausland auszulagern, als äusserst schockierend.

Schlussfolgerung

Mit der vorliegenden Resolution fordern wir den Walliser Grossen Rat dazu auf, im Rahmen des IT-Auslagerungsentscheids der Loterie Romande seinem Unmut Ausdruck zu verleihen.

INTERPELLATION URGENTE

Auteur AdG/LA, par Célestin Tamarcaz (suppl.), Blaise Carron, Sandrine Perruchoud et Gaël Bourgeois
Objet Martigny candidat pour les mondiaux de cyclisme 2020: Une information précise du Conseil d'Etat au Grand Conseil est nécessaire
Date 11.09.2018
Numéro 4.0335

Actualité de l'événement

Ces jours, les médias annoncent l'avance de la candidature de Martigny pour les Mondiaux de cyclisme de 2020.

Imprévisibilité

Il était de notoriété publique que Martigny souhaitait être candidate, mais l'échéance brève de cette candidature n'était pas anticipée.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

Si une décision devait aboutir avant fin septembre, il est nécessaire de répondre aux interrogations durant cette session.

Le coude du Rhône développe une vision touristique basée notamment sur le cyclisme. Après la fameuse arrivée du tour de France à Finhaut, l'éventualité de voir Martigny comme ville hôte des mondiaux de cyclisme prend réellement corps.

Conclusion

Il semblerait que le Conseil d'Etat souhaite s'impliquer dans cette organisation, il est dès lors nécessaire d'informer le grand Conseil au sujet des options prises. Merci de répondre aux questions suivantes:

- Le Conseil d'Etat envisage-t-il d'être actif au sein du comité d'organisation? Si oui, qui sera amené à conduire quelle mission?
- Le Conseil d'Etat envisage-t-il participer financièrement à cette manifestation, si oui est-ce en tant que couverture de déficit ou est-ce un investissement, et ce pour quel montant?
- Qui sera amené à couvrir un éventuel déficit?
- Une telle manifestation nécessitera la présence particulièrement importante de la police. Est-ce que les frais liés à cette intervention seront facturés au comité d'organisation?

DRINGLICHE INTERPELLATION

Urheber	AdG/LA, durch Célestin Tamarcaz (Suppl.), Blaise Carron, Sandrine Perruchoud und Gaël Bourgeois
Gegenstand	Kandidatur von Martigny für die Strassenrad-WM 2020: Der Staatsrat muss den Grossen Rat umfassend informieren
Datum	11.09.2018
Nummer	4.0335

Aktualität des Ereignisses

In den vergangenen Tagen haben die Medien über die Kandidatur von Martigny für die Strassenrad-WM 2020 berichtet.

Unvorhersehbarkeit

Es war ein offenes Geheimnis, dass Martigny kandidieren wollte. Die kurze Frist in Zusammenhang mit dieser Kandidatur war allerdings nicht vorhersehbar.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Ein allfälliger positiver Entscheid vor Ende September bedingt, dass offene Fragen noch während dieser Session geklärt werden.

Das von der Region am Rhoneknie entwickelte Tourismuskonzept basiert insbesondere auf dem Radsport. Die Ankunft der Tour de France in Finhaut ist allen noch in bester Erinnerung und nun besteht die Möglichkeit, dass Martigny zum Austragungsort der Strassenrad-WM 2020 wird.

Schlussfolgerung

Da sich der Staatsrat anscheinend an der Organisation dieses Anlasses beteiligen möchte, muss der Grosse Rat über die gewählten Optionen informiert werden. Wir möchten daher Folgendes wissen:

- Beabsichtigt der Staatsrat, im Organisationskomitee mitzuwirken? Wenn ja, wer wird mit welcher Aufgabe betraut?
- Gedenkt der Staatsrat, sich an diesem Anlass finanziell zu beteiligen und wenn ja, in welcher Form (Defizitdeckung, Investition) und in welcher Höhe?
- Wer wird ein allfälliges Defizit übernehmen müssen?
- Ein solcher Anlass wird eine besonders grosse Polizeipräsenz erfordern. Werden die diesbezüglichen Kosten dem Organisationskomitee in Rechnung gestellt?

DRINGLICHE INTERPELLATION

Urheber SVPO, durch Michael Graber und Bernhard Frabetti
Gegenstand Transparenz statt Täterschutz!
Datum 11.09.2018
Nummer 4.0336

Aktualität des Ereignisses

Die Medien im Oberwallis haben dieses Delikt von August 2018 in den letzten Wochen eingehend dargestellt. Es wird in der Bevölkerung nach wie vor heftig diskutiert und das Thema brennt den Leuten unter den Nägeln.

Unvorhersehbarkeit

Es war nicht vorhersehbar, dass die Kantonspolizei zur mutmasslichen Täterschaft gar nichts kommuniziert.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Die Öffentlichkeit im Oberwallis hat ein immenses Bedürfnis an diesen Informationen. Ohne umgehende Klarstellung bzw. Stellungnahme durch den Staatsrat bleibt die Bevölkerung weiterhin verunsichert.

Der brutale Raubüberfall von August 2018 auf eine 84-jährige Frau in Brig hat das Oberwallis geschockt und die Öffentlichkeit bewegt. Daher wollen wir vom Staatsrat im Sinne der Transparenz folgende Informationen:

Schlussfolgerung

1. Wurden die mutmasslichen Täter des Raubüberfalls vom 10. August 2018 in Brig nach ihrer Festnahme inhaftiert? Wenn ja wie lange?
2. Wann und weshalb wurden die mutmasslichen Täter des Raubüberfalls vom 10. August 2018 in Brig wieder aus der Haft entlassen?
3. Was für eine Nationalität und was für einen Aufenthaltsstatus haben die mutmasslichen Täter des Raubüberfalls vom 10. August 2018 in Brig?
4. Wie kommen die entsprechenden Stellen dazu zu behaupten, dass man aus Gründen des «Jugendschutzes» die Nationalität und den Aufenthaltsstatus nicht kommunizieren dürfe?
5. Ist der Staatsrat der Meinung, dass die Öffentlichkeit in Zukunft transparent über solche wichtigen persönlichen Merkmale von mutmasslichen Tätern informiert werden sollte und erachtet er die Walliser Bevölkerung als mündig genug, mit solchen Informationen angemessen umgehen zu können?
6. Gibt es noch weitere Delikte, für welche die mutmasslichen Täter des Raubüberfalls vom 10. August 2018 in Brig (oder einzelne davon) in Verdacht steht, diese begangen zu haben?

INTERPELLATION URGENTE

Auteur SVPO, par Michael Graber et Bernhard Frabetti
Objet La transparence plutôt que la protection des délinquants!
Date 11.09.2018
Numéro 4.0336

Actualité de l'événement

Dans les dernières semaines, les médias du Haut-Valais ont largement fait état de ce délit commis en août 2018. Celui-ci fait toujours l'objet de vives discussions au sein du public, et la population a besoin d'être informée.

Imprévisibilité

L'absence d'information de la police cantonale quant à l'identité des auteurs présumés n'était pas prévisible.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

Dans le Haut-Valais, la population attend ces informations avec impatience. Sans une clarification ou une prise de position immédiate du Conseil d'Etat, le sentiment d'insécurité persistera au sein du public.

L'agression brutale dont une femme de 84 ans a été victime à Brigue en août 2018 a créé un choc dans le Haut-Valais et suscité l'émoi au sein de l'opinion publique. Dans un souci de transparence, nous réclamons donc du Conseil d'Etat les informations suivantes:

Conclusion

1. Les auteurs présumés de l'agression commise à Brigue le 10 août 2018 ont-ils été mis en détention après leur arrestation? Si oui, pendant combien de temps?
2. Quand et pourquoi les auteurs présumés de l'agression commise à Brigue le 10 août 2018 ont-ils été libérés de leur détention?
3. Quelles sont la nationalité et le statut de séjour des auteurs présumés de l'agression commise à Brigue le 10 août 2018?
4. Comment les services concernés en sont-ils arrivés à soutenir que pour des raisons de «protection de la jeunesse», la nationalité et le statut de séjour ne pouvaient pas être divulgués?
5. Le Conseil d'Etat est-il d'avis qu'à l'avenir, les données personnelles importantes de délinquants présumés devraient être communiquées de façon transparente au public, et considère-t-il la population valaisanne comme suffisamment responsable pour pouvoir traiter de telles informations de manière appropriée?
6. Y a-t-il d'autres délits que les auteurs présumés de l'agression commise à Brigue le 10 août 2018 (ou certains d'entre eux) sont soupçonnés d'avoir perpétrés?

DRINGLICHES POSTULAT

Urheber SVPO, durch Michael Graber und Bernhard Frabetti
Gegenstand Transparenz statt Täterschutz!
Datum 11.09.2018
Nummer 4.0337

Aktualität des Ereignisses

Die Medien im Oberwallis haben dieses Delikt von August 2018 in den letzten Wochen eingehend dargestellt. Es wird in der Bevölkerung nach wie vor heftig darüber diskutiert und das Thema brennt den Leuten unter den Nägeln.

Unvorhersehbarkeit

Das Delikt war selbstverständlich nicht vorhersehbar. Noch weniger aber, dass Kommunikationsverhalten der Kantonspolizei, welches die Bevölkerung total verunsichert.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Im Unterlassungsfall droht Wiederholungsgefahr. Bei einem erneuten Delikt muss klar sein, was kommuniziert wird, da ansonsten die Unsicherheit in der Bevölkerung noch mehr wächst.

Der brutale Raubüberfall von August 2018 auf eine 84-jährige Frau in Brig hat das Oberwallis geschockt und die Öffentlichkeit bewegt. Die betagte Dame wurde am helllichten Tag ausgeraubt und schwer verletzt. Frappant kontrastierte dazu die Kommunikation der Strafverfolgungsbehörden, welche keinerlei Informationen über die Täter preisgaben. Lieber wurden allgemeine Floskeln wie «Jugendschutz» bemüht. Das ist völlig inakzeptabel. Die Walliser Bevölkerung hat einen Anspruch auf transparente und möglichst vollständige Informationen.

Schlussfolgerung

Sämtliche Medienmitteilungen der Kantonspolizei haben daher bei Vermögens-, Gewalt-, und Sexualdelikten folgende Informationen zur mutmasslichen Täterschaft zwingend zu enthalten: Alter, Geschlecht, Nationalität (bei mehrfachen Staatsbürgerschaften sind alle zu nennen) bzw. bei Ausländern den Aufenthaltsstatus.

POSTULAT URGENT

Auteur SVPO, par Michael Graber et Bernhard Frabetti
Objet La transparence plutôt que la protection des délinquants!
Date 11.09.2018
Numéro 4.0337

Actualité de l'événement

Dans les dernières semaines, les médias du Haut-Valais ont largement fait état de ce délit commis en août 2018. Celui-ci fait toujours l'objet de vives discussions au sein du public, et la population a besoin d'être informée.

Imprévisibilité

Le délit n'était évidemment pas prévisible. Cela dit, la manière dont la police cantonale a communiqué était encore moins prévisible et a suscité un réel sentiment d'insécurité au sein de la population.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

Qui dit omission dit risque de récurrence. En cas de nouveau délit, la teneur des informations communiquées doit être claire, sans quoi le sentiment d'insécurité au sein de la population ne fera que croître davantage.

L'agression brutale dont une femme de 84 ans a été victime à Brigue en août 2018 a créé un choc dans le Haut-Valais et suscité l'émoi au sein de l'opinion publique. Cette dame âgée a été volée et grièvement blessée en plein jour. D'où le contraste frappant avec le mode de communication adopté par les autorités de poursuites pénales, lesquelles n'ont fourni aucune information sur les auteurs de cette agression. Au lieu de cela, on a recouru à un verbiage du style «protection de la jeunesse», ce qui est parfaitement inacceptable. La population valaisanne a droit à une information transparente et aussi complète que possible.

Conclusion

En matière d'infractions contre le patrimoine, d'actes de violence ou de délits d'ordre sexuel, l'ensemble des communiqués de la police cantonale doivent dès lors contenir les informations suivantes en ce qui concerne les auteurs présumés: âge, sexe, nationalité (les nationalités multiples doivent toutes être indiquées) et, dans le cas de ressortissants étrangers, le statut de séjour.

INTERPELLATION URGENTE

Auteur Grégory Logean, UDC, Christophe Claivaz, PLR, Sidney Kamerzin, PDCC, et Philipp Matthias Bregy, CVPO
Objet Carte de ruissellement des assureurs privés et de l'OFEV: de l'eau dans le gaz!
Date 11.09.2018
Numéro 5.0348

Actualité de l'événement

La carte des risques de ruissellement a été annoncée le 3 juillet par l'OFEV et soulève de nombreuses questions pour les communes et les porteurs de projets. Le géologue cantonal s'est notamment fait l'écho de cette problématique sur les ondes de Rhône FM.

Imprévisibilité

Une telle carte, annoncée «comme une première mondiale» par l'OFEV, était totalement imprévisible. De plus, rien ne laissait présager que l'OFEV, avec le concours des assureurs privés, allait classer en zone de ruissellement l'essentiel des bâtiments et parcelles de notre canton «à titre indicatif» et cela «sans vérifier les résultats».

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

Au vu des nombreuses et épineuses questions soulevées par la mise en ligne de cette carte de l'OFEV, il est important pour le Parlement d'obtenir des précisions de la part du Conseil d'Etat. Le canton a d'ailleurs transmis à la fin juillet un courrier aux communes.

Début juillet, l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) a annoncé la mise en ligne d'une carte des risques de ruissellement avec la contribution financière de l'Association suisse des assureurs privés (ASA). Cependant, ce nouvel outil soulève de nombreuses et épineuses questions notamment quant à sa véracité et son usage concret.

En préambule, il sied de relever que tout le canton ou presque est directement concerné. Un rapide coup d'œil sur ladite carte suffit pour s'en rendre compte.

Sur le fond, la manière dont a été conçue cette carte a de quoi laisser songeur : avec le soutien financier de l'ASA et sur la base d'une méthode unique pour l'ensemble du pays sans tenir compte des spécificités régionales. Ce dernier constat a d'ailleurs été relevé par le Géologue cantonal, Raphaël Mayoraz, en juillet dernier sur les ondes de Rhône FM.

De son côté, Roberto Loah, de la section des risques à l'OFEV, précisait ce qui suit à Rhône FM lors d'un reportage diffusé le 7 août dernier: «la carte n'a pas la valeur d'une carte de danger, mais uniquement une valeur indicative qui montre où le phénomène peut survenir. Effectivement les résultats ne sont pas vérifiés et il est important de voir sur le terrain si la carte peut être juste.»

En clair, l'OFEV, avec le concours des assureurs privés, vient de classer en zone de ruissellement l'essentiel des bâtiments et parcelles de notre canton «à titre indicatif» et cela «sans vérifier les résultats». Un peu léger lorsque l'on connaît les conséquences bureaucratiques et concrètes de la mise en ligne d'une telle carte!

En effet, Raphaël Mayoraz résumait ainsi la situation dans le reportage de Rhône FM: «les communes doivent en tenir lorsqu'elles ont une nouvelle construction et doivent en informer les requérants». Dans cet esprit, le canton a transmis, fin juillet, un courrier aux communes pour leur rappeler qu'elles doivent légalement tenir compte de la carte de ruissellement lors du traitement des demandes d'autorisation de construire.

En clair, de nouvelles contraintes supplémentaires à l'avenir et cela sur la base d'une carte dont on peut légitimement douter de la véracité!

Conclusion

Dès lors, nous nous permettons de solliciter les réponses suivantes de la part du Conseil d'Etat:

- Quelle est la base légale qui permet à l'OFEV de mettre en ligne un tel outil et sur la base de quelles exigences spécifiques?
- Le canton du Valais et/ou le Géologue cantonal ont-ils été associés à la réalisation de la carte des risques de ruissellement établie par l'OFEV avec la collaboration de l'ASA? Si non, à défaut d'être associés, ont-ils été informés avant la mise en ligne de ladite carte?
- Est-il exact que la méthodologie appliquée par l'OFEV l'a été de manière uniforme pour l'ensemble du pays sans tenir compte des spécificités régionales?
- Quelle est, dans le détail, la méthodologie qui a été utilisée pour la création de cette carte?
- Est-il exact que l'Association suisse des assureurs privés (ASA) a collaboré à l'élaboration de ladite carte? Le cas échéant, de l'appréciation du Conseil d'Etat, cela ne pose-t-il pas un problème d'indépendance et/ou d'éthique? Aussi, n'y a-t-il pas un risque que les assureurs privés en tiennent compte lors de l'établissement de futures primes?
- Quelle est la portée légale d'une telle carte pour les communes, respectivement les propriétaires ou les porteurs de projets?
- A cet effet, quel est le contenu exact du courrier transmis à la fin juillet par le canton aux communes? Le canton et les communes ne pourraient-ils pas considérer cette carte comme nulle et non avenue?
- Le Conseil d'Etat peut-il préciser, concrètement, ce qu'il entend par l'information suivante relayée par Rhône FM le 7 août dernier: «Le canton travaille avec l'OFEV afin d'élaborer un mode d'emploi à l'utilisation de cette carte.»?
- En sachant que la carte est uniquement «indicative» et «non vérifiée», dans quelle mesure les propriétaires peuvent-ils se voir imposer des contraintes ou études complémentaires par l'Autorité compétente lors d'un dossier d'autorisation de construire? De plus, qu'en sera-t-il des préavis du Géologue cantonal?
- Quelles sont les possibilités, politiques et légales, à disposition du canton, respectivement des communes, pour mettre en doute la méthodologie utilisée et/ou d'obtenir une adaptation de la carte?
- Le canton peut-il, politiquement et/ou légalement obtenir que cette carte ne couvre plus le territoire du canton du Valais dans la mesure où elle «n'a pas la valeur d'une carte de danger»? Le cas échéant, le Conseil d'Etat entend-il entreprendre des démarches dans ce sens?
- Dans notre canton, quelle est proportion des bâtiments existants qui est concernée?
- Dans notre canton, quelle est la proportion des parcelles situées en zone à bâtir qui est concernée?

DRINGLICHE INTERPELLATION

Urheber	Grégory Logean, UDC, Christophe Claivaz, PLR, Sidney Kamerzin, PDCC, und Philipp Matthias Bregy, CVPO
Gegenstand	Gefährdungskarte Oberflächenabfluss der privaten Versicherer und des BAFU: ein Schlag ins Wasser!
Datum	11.09.2018
Nummer	5.0348

Aktualität des Ereignisses

Die Gefährdungskarte Oberflächenabfluss wurde vom BAFU am 3. Juli 2018 angekündigt und wirft zahlreiche Fragen für die Gemeinden und die Projektträger auf. Der Kantonsgeologe hat sich auf Rhône FM zu diesem Thema geäussert.

Unvorhersehbarkeit

Diese vom BAFU als «Weltpremiere» angepriesene Gefährdungskarte war völlig unvorhersehbar. Überdies liess nichts darauf schliessen, dass das BAFU in Zusammenarbeit mit den privaten Versicherern einen Grossteil der Gebäude und Grundstücke in unserem Kanton informationshalber und ohne Überprüfung der Ergebnisse in die Gefahrenzone Oberflächenabfluss einteilen würde.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Die Aufschaltung dieser Gefährdungskarte des BAFU wirft heikle Fragen auf und es ist deshalb wichtig, dass der Staatsrat gegenüber dem Parlament Klarheit schafft. Der Kanton hat denn auch Ende Juli ein diesbezügliches Schreiben an die Gemeinden gerichtet.

Anfang Juli hat das Bundesamt für Umwelt (BAFU) die Veröffentlichung einer mit finanzieller Unterstützung des Schweizerischen Versicherungsverbandes (SVV) erstellten Gefährdungskarte Oberflächenabfluss angekündigt. Dieses neue Instrument wirft allerdings heikle Fragen hinsichtlich seiner Verlässlichkeit und konkreten Nutzung auf.

Einleitend gilt darauf hinzuweisen, dass praktisch der ganze Kanton direkt betroffen ist. Ein kurzer Blick auf die besagte Karte genügt, um dies festzustellen.

Diese Karte wurde mit finanzieller Unterstützung des SVV und basierend auf einer einheitlichen Methode für die gesamte Schweiz ohne Berücksichtigung der regionalen Besonderheiten erstellt, was uns doch zu denken geben sollte. Letzteres wurde im vergangenen Juli auch von Kantonsgeologe Raphaël Mayoraz auf Rhône FM hervorgehoben.

Roberto Loat von der Abteilung Gefahrenprävention des BAFU präzisierte seinerseits im Rahmen einer am 7. August 2018 ausgestrahlten Reportage auf Rhône FM, dass es sich bei dieser Karte nicht um eine eigentliche Gefahrenkarte, sondern vielmehr um eine Hinweiskarte handle, die aufzeigt, wo das Ereignis eintreten kann. Die Ergebnisse würden nicht überprüft und müssten vor Ort verifiziert werden.

Im Klartext bedeutet dies also, dass das BAFU in Zusammenarbeit mit den privaten Versicherern einen Grossteil der Gebäude und Grundstücke in unserem Kanton informationshalber und ohne Überprüfung der Ergebnisse in die Gefahrenzone Oberflächenabfluss eingeteilt hat. Nicht sehr seriös, wenn man bedenkt, welche administrativen und konkreten Auswirkungen die Aufschaltung einer solchen Karte hat!

In der Reportage auf Rhône FM wies Raphaël Mayoraz darauf hin, dass die Gemeinden dieser Gefährdungskarte im Rahmen von Neubauten Rechnung tragen und die Gesuchsteller entsprechend informieren müssen. In diesem Sinne wies der Kanton die Gemeinden in einem Ende Juli verschickten Schreiben darauf hin, dass sie gesetzlich dazu verpflichtet sind, die Gefährdungskarte Oberflächenabfluss im Rahmen der Behandlung von Baugesuchen zu berücksichtigen.

Inskünftig wird es also zusätzliche Auflagen geben und das gestützt auf eine Karte, deren Verlässlichkeit doch zumindest angezweifelt werden darf!

Schlussfolgerung

Deshalb wollen wir vom Staatsrat Folgendes wissen:

- Gestützt auf welche Gesetzesgrundlage und auf welche spezifischen Anforderungen kann das BAFU eine solche Gefährdungskarte aufschalten?
- Haben der Kanton Wallis und/oder der Kantonsgeologe bei der Erstellung der Gefährdungskarte Oberflächenabfluss von BAFU und SVV mitgewirkt? Wenn nein, wurden sie wenigstens vor Aufschaltung der Karte informiert?
- Trifft es zu, dass das BAFU eine einheitliche Methode für die gesamte Schweiz angewendet hat, ohne den regionalen Besonderheiten Rechnung zu tragen?
- Welche spezifische Methode kam bei der Erstellung dieser Karte zur Anwendung?
- Trifft es zu, dass der SVV bei der Erstellung der besagten Karte mitgewirkt hat? Falls ja, ist der Staatsrat nicht der Ansicht, dass dies im Hinblick auf die Unabhängigkeit und/oder Ethik problematisch ist? Besteht zudem nicht die Gefahr, dass die Privatversicherer dieser Gefährdungskarte bei der Festlegung der künftigen Prämien Rechnung tragen?
- Welche rechtliche Tragweite hat eine solche Karte für die Gemeinden respektive die Eigentümer oder die Projektträger?
- Welches ist der genaue Inhalt des Schreibens, das der Staatsrat Ende Juli an die Gemeinden gerichtet hat? Könnten Kanton und Gemeinden diese Karte nicht als null und nichtig betrachten?
- Am 7. August 2018 wurde auf Rhône FM darüber berichtet, dass der Kanton zusammen mit dem BAFU an einem Handbuch für die Verwendung dieser Karte arbeite. Kann uns der Staatsrat erklären, was es damit auf sich hat?
- In welchem Masse kann die zuständige Behörde den Eigentümern im Rahmen eines Baubewilligungsverfahrens und gestützt auf diese Karte, die lediglich hinweisenden Charakter hat und nicht überprüft wurde, zusätzliche Beschränkungen oder Studien auferlegen? Wie sieht es überdies mit den Vormeinungen des Kantonsgeologen aus?
- Welche politische oder rechtliche Handhabe haben Kanton und Gemeinden, um die angewendete Methode infrage zu stellen und/oder eine Anpassung der Karte zu erlangen?
- Kann der Kanton auf politischem und/oder rechtlichem Weg erreichen, dass diese Karte das Gebiet des Kantons Wallis nicht mehr abdeckt, da sie nicht den verbindlichen Charakter einer Gefahrenkarte hat? Gedenkt der Staatsrat gegebenenfalls entsprechende Schritte zu unternehmen?
- Wie hoch ist im Wallis der Anteil der betroffenen bestehenden Gebäude?
- Wie hoch ist im Wallis der Anteil der betroffenen Grundstücke in der Bauzone?

INTERPELLATION URGENTE

Auteur PLR, par Xavier Moret
Objet Regroupement des arrondissements du Valais romand du Service des forêts, des cours d'eau et du paysage
Date 11.09.2018
Numéro 5.0349

Actualité de l'événement

Plusieurs députés du Bas-Valais ont été tenus informés du possible regroupement, sur le site de Sion, de l'arrondissement du Bas-Valais du Service des forêts, des cours d'eau et du paysage avec l'arrondissement du Valais central.

Imprévisibilité

Une information aux partenaires concernés a été mise en place très récemment avec la volonté de finaliser le projet pour la fin 2018.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

Si le regroupement envisagé devait entrer en force pour le 1^{er} janvier 2019, il est important que le Parlement soit informé sur la vraie nécessité de celui-ci.

Depuis peu l'on parle d'une volonté de regrouper les 2 arrondissements du Valais romand du Service des forêts, des cours d'eau et du paysage.

Ce regroupement fait craindre un éloignement des partenaires principaux dans les territoires concernés et par là, une baisse de la qualité de collaboration.

Si le manque de place dans les locaux de Martigny est un argument mis en avant, qu'en est-il de cette démarche et quels sont réellement les objectifs sous-jacents qui motivent ces choix?

Conclusion

Le Conseil d'Etat est prié de renseigner le Parlement et plus spécialement la députation bas-valaisanne sur cette démarche centralisatrice.

DRINGLICHE INTERPELLATION

Urheber PLR, durch Xavier Moret
Gegenstand Zusammenlegung der Kreise Mittel- und Unterwallis bei der Dienststelle für Wald, Flussbau und Landschaft
Datum 11.09.2018
Nummer 5.0349

Aktualität des Ereignisses

Mehrere Unterwalliser Abgeordnete haben erfahren, dass die Dienststelle für Wald, Flussbau und Landschaft (DWFL) die Zusammenlegung der Kreise Mittel- und Unterwallis am Standort Sitten in Erwägung zieht.

Unvorhersehbarkeit

Erst vor Kurzem wurden die betroffenen Partner über dieses Vorhaben informiert, das bis Ende 2018 umgesetzt werden soll.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Die geplante Zusammenlegung soll per 1. Januar 2019 wirksam werden. Daher ist es wichtig, dass der Grosse Rat hinsichtlich deren Notwendigkeit informiert wird.

Seit Kurzem ist davon die Rede, dass die Kreise Mittel- und Unterwallis der Dienststelle für Wald, Flussbau und Landschaft (DWFL) zusammengelegt werden sollen.

Dies könnte sich negativ auf die Zusammenarbeit mit den Partnern vor Ort auswirken.

Als Argument für diese Zusammenlegung wird der Platzmangel in den Räumlichkeiten in Martigny angeführt. Ist dies bloss ein Vorwand und wenn ja, welches sind die wirklichen Beweggründe?

Schlussfolgerung

Der Staatsrat wird gebeten, das Parlament und insbesondere die Unterwalliser Abgeordneten über diese Zentralisierungsbestrebungen zu informieren.

DRINGLICHE INTERPELLATION

Urheber Paul Biffiger, SVPO, Markus Sarbach (Suppl.), SVPO, und Michael Graber, SVPO
Gegenstand Zahlreiche Naturereignisse und Auflagen von Bund und Kanton verursachen exorbitante Kosten, die von der Gemeinde St. Niklaus nicht mehr berappt werden können
Datum 11.09.2018
Nummer 5.0350

Aktualität des Ereignisses

Murgang, Lawinen, Überschwemmung

Unvorhersehbarkeit

Naturereignisse

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Kumulation von Naturereignissen mit hohen, unübersehbaren Kosten für die Gemeinde

Aufgrund behördlicher Auflagen muss die Gemeinde St. Niklaus mehrere Millionen Franken in die Trinkwasseranlagen investieren. Durch die behördliche Anhebung der Grenzwerte von Uran und Arsen ist St. Niklaus gezwungen neue Quellen zu erschliessen, Trinkwasserleitungen zu verbinden, Ringleitungen zu erstellen, Pumpstationen und Filteranlagen zu bauen. Die Sofortmassnahmen in Zusammenhang mit der Radon-Beseitigung in öffentlichen Gebäuden seien hier nur am Rande erwähnt.

In den letzten paar Wochen wurde die Gemeinde St. Niklaus von mehreren Naturereignissen überrascht und es mussten kostspielige Sofortmassnahmen ergriffen werden. Die grossen Schneemassen vom Februar 2018 haben uns gezwungen in vielen Gräben Schneedämme zu errichten, um Personen und Infrastruktur so gut als möglich zu schützen. Für diese Sofortmassnahmen wurden auch entsprechend Gelder vom Kanton Wallis zur Verfügung gestellt. Wir dürfen jedoch nicht vergessen, dass auch hier ein nicht unerheblicher Teil der Kosten bei der Gemeinde St. Niklaus anfallen.

Ein mittlerer Murgang im Bielzug hat am 10. Juni 2018 Sofortmassnahmen und Räumungskosten von mehreren zehntausend Franken verursacht.

In der Nacht vom 2. auf den 3. Juli spielte der «Rittigraben» verrückt und donnerte mit 6 Murgangschüben bis in die Mattervispa. Die Kantonsstrasse wurde verschüttet und musste gesperrt werden. Die zu Tale donnernden 50'000 m³ Steine und Geröll haben die Mattervispa gestaut und gleichzeitig das Trassee der MGB (Matterhorn-Gotthard-Bahn) unterspült. Die MGB musste ebenfalls ihren Bahnbetrieb einstellen. Die aufgestaute Mattervispa führte dazu, dass die ARA (Abwasser-Reinigungs-Anlage) von St. Niklaus bis ca. 30 cm unter die Decke überflutet wurde. Sämtliche elektronischen, elektrischen, teilweise mechanischen Anlagenteile erlitten einen Totalschaden.

Hier eine Zusammenstellung der anfallenden Kosten für die Gemeinde St. Niklaus:

Räumung und Geröllbeseitigung:	Fr. 150'000.- (20%)
Ara Provisorium (bis März 2019):	Fr. 400'000.- (Versicherung)
Wiederinbetriebnahme ARA:	Fr. 1'300'000.- (Versicherungsleistung bereits abgezogen)
Objektschutz ARA:	Fr. 210'000.- (30%)

Am Abend des 5. August ereignete sich ein grosser Murgang im Blattbach. Hier donnerten 60'000 bis 80'000 m³ Schlamm und Geröll in die Vispa. Bei diesem Murgangereignis wurde die Blattbachbrücke weggerissen und andere Infrastrukturen beschädigt (Strom, Wasser, Sohlen und Uferrollierungen).

Geschätzte Schadensumme für die Gemeinde St. Niklaus: Fr. 250'000.-

Schlussfolgerung

Es kann nicht sein, dass Gemeinden welche extremen Naturgefahren ausgesetzt sind, den Cash-Flow mehrerer Jahre für die Beseitigung von Lawinen, Schlammmassen, und den Schutz der Bevölkerung und der Touristen verwenden müssen. Ohne erhöhte Unterstützung von Bund und Kanton sehen wir uns leider nicht mehr in der Lage, laufende und dringende Investitionen in die Infrastruktur und die Werterhaltung des Verwaltungsvermögens der Gemeinde St. Niklaus zu tätigen. Wie gedenkt der Staatsrat die finanziellen Folgen solch extremen Naturkatastrophen für die Gemeinden überhaupt noch finanzierbar zu machen?

INTERPELLATION URGENTE

Auteur Paul Biffiger, SVPO, Markus Sarbach (suppl.), SVPO, et Michael Graber, SVPO
Objet Les coûts exorbitants dus à de nombreux phénomènes naturels et aux conditions imposées par la Confédération et le canton ne peuvent plus être assumés par la commune de St-Nicolas
Date 11.09.2018
Numéro 5.0350

Actualité de l'événement

Laves torrentielles, avalanches, inondations

Imprévisibilité

Phénomènes naturels

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

Accumulation de phénomènes naturels engendrant pour la commune des coûts élevés et imprévisibles.

En raison des conditions imposées, la commune de St-Nicolas doit investir plusieurs millions de francs dans son installation d'eau potable. Suite au relèvement des valeurs limites en uranium et en arsenic, la commune est contrainte de développer de nouvelles sources, de raccorder des canalisations d'eau potable, de mettre en place des conduites circulaires et de construire des stations de pompage et des installations de filtrage. Mentionnons également au passage les mesures urgentes liées à l'élimination du radon dans les bâtiments publics.

Au cours des dernières semaines, la commune de St-Nicolas a subi plusieurs phénomènes naturels, et des mesures d'urgence coûteuses ont dû être prises. Les importantes quantités de neige tombées en février 2018 nous ont contraints à ériger des barrages en de nombreux endroits afin de protéger du mieux possible la population et les infrastructures. Si ces mesures d'urgence ont également bénéficié des fonds mis à disposition par le canton du Valais, il ne faut cependant pas oublier qu'une part non négligeable des coûts retombe sur la commune de St-Nicolas.

Le 10 juin 2018, une coulée de lave torrentielle de moyenne importance dans le Bielzug a nécessité des mesures d'urgence et occasionné des frais de déblaiement pour plusieurs dizaines de milliers de francs.

Dans la nuit du 2 au 3 juillet, le «Rittigraben» est sorti de son lit et, à la suite de six coulées de lave torrentielle, s'est répandu jusque dans la Mattervispe. La route cantonale a été ensevelie et a dû être fermée. Les 50'000 m³ de pierre et d'éboulis qui se sont déversés dans la vallée ont obstrué le cours de la Mattervispe, endommageant dans le même temps le tracé du Matterhorn-Gotthard-Bahn (MGB). L'exploitation de la ligne ferroviaire par MGB a également dû être interrompue. Conséquence de l'accumulation d'eau de la Mattervispe, l'installation d'épuration des eaux usées de St-Nicolas a été inondée jusqu'à environ 30 centimètres sous le plafond. L'ensemble des éléments d'installation électroniques et électriques et une partie des éléments mécaniques ont subi des dommages intégraux.

Voici un résumé des coûts à la charge de la commune de St-Nicolas:

déblaiement et évacuation des éboulis:	150'000.- francs (20%)
STEP provisoire (jusqu'en mars 2019):	400'000.- francs (assurance)
remise en service de la STEP:	1'300'000.- francs (après déduction de la prestation d'assurance)
protection des objets – STEP:	210'000.- francs (30%)

Dans la soirée du 5 août, une importante coulée de lave torrentielle s'est produite au Blattbach. Entre 60'000 et 80'000 m³ de boue et d'éboulis sont descendus dans la Vispe. Au cours de ce glissement, le pont de Blattbach a été arraché et d'autres infrastructures ont été endommagées (électricité, eau, lit et enrochement des rives).

Estimation des dommages pour la commune de St-Nicolas: 250'000.- francs.

Conclusion

Il n'est pas possible que les communes exposées à des dangers naturels extrêmes doivent utiliser leur cash-flow constitué sur plusieurs années pour déblayer les avalanches et les coulées de lave torrentielle et assurer la protection de la population et des touristes. Sans un soutien accru de la Confédération et du canton, nous ne sommes malheureusement plus en mesure d'effectuer les investissements courants et urgents dans les infrastructures et la préservation du patrimoine de la commune de St-Nicolas. Comment le Conseil d'Etat compte-t-il faire pour que les conséquences financières de catastrophes naturelles aussi extrêmes pour les communes soient encore finançables?

POSTULAT URGENT

Auteur UDC, par Blaise Melly, Fabian Solioz (suppl.) et Albert Pitteloud
Objet Inondations provoquées par les cours d'eau latéraux: revoir les priorités
Date 11.09.2018
Numéro 5.0351

Actualité de l'événement

Des orages ont provoqué des inondations dans le Val d'Anniviers et à Chippis dans la nuit du 2 au 3 juillet 2018.

Imprévisibilité

L'ampleur de ces inondations était imprévisible. Pour ne citer qu'un exemple, voici la déclaration de Claude Peter, chef sécurité du Val d'Anniviers: «De mémoire d'homme, c'est sans précédent.»

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

Les dégâts se montent à plusieurs dizaines de millions de francs. Il est urgent de réagir pour éviter que des inondations similaires ne reproduisent, en Anniviers ou dans une autre vallée latérale.

Le 2 juillet 2018, un violent orage éclata vers 18h au fond du vallon de Zinal. La Navizence était déjà gonflée par l'effet de températures estivales sur les neiges résiduelles d'un hiver record. Les pluies gonflèrent la rivière qui connut sa pire crue depuis la débâcle de 1834. Mission, Vissoie, Chippis: la Navizence sema le chaos partout où elle passait. Les dégâts sont nombreux et leurs coûts se monte à plusieurs dizaines de millions de francs. Cet épisode est probablement le plus marquant de cet été mais il est loin d'être le seul (par exemple le Val d'Hérense, le Val Ferret ont aussi été touchés).

Nous commémorons cette année les 25 ans des terribles inondations provoquées par la Saltina à Brig. Deux femmes avaient trouvé la mort dans le magasin où elles travaillaient, bloquées à l'intérieur par les flots de boue et de pierres. Les dégâts causés aux biens privés, mobiliers et immobiliers, avaient atteint le montant record pour l'époque de 250 millions de francs. En tenant compte des dégâts causés aux infrastructures et aux véhicules, ainsi que les pertes de gain ou d'exploitation, la facture totale avait dépassé le milliard de francs.

Même lors de la fameuse crue d'octobre 2000 la large majorité des dégâts et la totalité des victimes sont dues aux débordements des cours d'eau latéraux. Bien que le Rhône ait connu cette année-là une crue avec une période de retour d'au moins 100 ans, les dégâts qu'il a causés restent modestes en comparaison de ceux qui ont touché les vallées.

Dans tous les cas il apparaît clairement que le danger provenant des cours d'eau latéraux est bien plus élevé que celui d'une inondation du Rhône en plaine. Cela provient simplement de la différence de pente et donc de vitesse du courant. De façon incompréhensible, l'attention et les moyens mis par le canton dans la lutte contre les crues se concentrent sur la plaine. Or, la construction de retenues d'altitude en fond de vallées permettrait souvent d'éviter les dégâts provoqués par les crues des cours d'eau latéraux. En période de sécheresse, ils permettraient également de maintenir des débits minimaux.

Conclusion

Nous demandons que le Conseil d'Etat réévalue la proportionnalité économique de toutes les mesures contre les crues et donne la priorité aux investissements qui se justifient par les risques potentiels de dégâts.

DRINGLICHES POSTULAT

Urheber UDC, durch Blaise Melly, Fabian Solioz (Suppl.) und Albert Pitteloud
Gegenstand Überschwemmungen durch Seitengewässer: Prioritäten überdenken
Datum 11.09.2018
Nummer 5.0351

Aktualität des Ereignisses

Gewitter im Val d'Anniviers und in Chippis haben vom 2. auf den 3. Juli 2018 Überschwemmungen verursacht.

Unvorhersehbarkeit

Das Ausmass der Überschwemmungen war unvorhersehbar. Um nur ein Beispiel zu nennen, eine Aussage von Claude Peter, Sicherheitsverantwortlicher im Val d'Anniviers: «Das gab es seit Menschengedenken noch nie.»

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Die Schäden belaufen sich auf zweistellige Millionenbeträge. Es muss dringend gehandelt werden, um zu vermeiden, dass sich ähnliche Überschwemmungen in Anniviers oder einem anderen Seitental wiederholen.

Am 2. Juli 2018 ist bei Zinal gegen 18 Uhr ein heftiges Gewitter ausgebrochen. Die Navizence war aufgrund des geschmolzenen Restschnees eines Rekordwinters bereits angeschwollen. Der Regen hat den Fluss weiter ansteigen lassen und zum schlimmsten Hochwasser seit der Katastrophe von 1834 geführt. Mission, Vissoie, Chippis: Die Navizence hat überall auf ihrem Weg Chaos gestiftet. Es gab zahlreiche Schäden und die Kosten belaufen sich auf mehrere zweistellige Millionenbeträge. Dieses Ereignis ist wahrscheinlich das gravierendste dieses Sommers, aber nicht das einzige (Val d'Hérens und Val Ferret waren beispielsweise auch betroffen).

Wir gedenken dieses Jahr der schrecklichen Überschwemmungen vor 25 Jahren durch die Saltina in Brig. Zwei Frauen sind in einem Geschäft bei der Arbeit ums Leben gekommen, da sie durch Schlamm und Steine im Innern blockiert waren. Die Schäden an privaten, beweglichen und unbeweglichen Gütern erreichten 250 Millionen Franken, ein Rekordbetrag für die damalige Zeit. Wenn die Schäden an der Infrastruktur und an Fahrzeugen sowie Erwerbsausfälle oder Betriebsverluste mitberücksichtigt werden, betrug die Gesamtsumme über eine Milliarde Franken.

Auch beim bekannten Hochwasser im Oktober 2000 waren der Grossteil der Schäden und alle Opfer auf das Überlaufen der Seitengewässer zurückzuführen. Obwohl die Rhone in diesem Jahr ein Hochwasser mit einer Wiederkehrperiode von mindestens 100 Jahren verzeichnete, blieben die verursachten Schäden im Vergleich zu jenen in den Tälern bescheiden.

Es zeigt sich jedenfalls klar, dass die Gefahr durch die Seitengewässer viel höher ist als eine Überschwemmung durch die Rhone in der Ebene. Dies hängt schlicht mit dem unterschiedlichen Gefälle und entsprechend der Fliessgeschwindigkeit zusammen. Es ist unverständlich, dass die Aufmerksamkeit und die Mittel des Kantons bei der Bekämpfung von Hochwasser auf die Talebene konzentriert werden. Der Bau von Rückhaltebecken am Ende der Täler würde es in vielen Fällen ermöglichen, durch ein Hochwasser der Seitengewässer verursachte Schäden zu vermeiden. Während einer Trockenperiode könnte dadurch auch eine Restwassermenge garantiert werden.

Schlussfolgerung

Wir verlangen, dass der Staatsrat die Wirtschaftlichkeit aller Massnahmen gegen Hochwasser neu beurteilt und Investitionen bevorzugt, die durch mögliche Schäden gerechtfertigt sind.

INTERPELLATION URGENTE

Auteur Les Verts, par Jérémy Savioz, Aurelian Mascitti, Marie-Angèle Moos (suppl.) et Jean-Daniel Melly (suppl.)
Objet Funiculaire Sierre – Crans-Montana: Qu'en est-il?
Date 11.09.2018
Numéro 5.0352

Actualité de l'événement

Au cours de l'été 2018, des rumeurs concrètes d'un démantèlement partiel de la ligne de funiculaire Sierre – Crans-Montana (avec suppression de la quasi-totalité des arrêts intermédiaires) ont circulé. Une association d'usagers du funiculaire vient de se créer (début septembre 2018) et se manifestera publiquement avant la fin du mois. Ce projet, s'il est sérieux, va à l'encontre des principes modernes de mobilité, promulgués notamment dans le récent «Concept cantonal de la Mobilité 2040» ainsi que dans le nouveau Plan directeur cantonal.

Imprévisibilité

En l'absence de communication officielle de la part du canton, des communes concernées et de la compagnie SMC, nous considérons cette nouvelle comme totalement inattendue et imprévisible.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

Le projet serait presque à bout touchant, alors que personne n'a été consulté ni même informé. Le risque est grand de se retrouver une fois de plus face au fait accompli.

Plusieurs habitants de Sierre et de la Noble-Contrée ont récemment appris avec stupeur qu'un projet de réfection du funiculaire SMC Sierre-Montana était à bout touchant, avec comme corollaire la suppression des arrêts intermédiaires de Muraz, Venthône, Darnona, St-Maurice-de-Lagues et Marigny. La cadence entre les arrêts restants (Sierre – Bluche – Crans-Montana) passerait à 3 trajets par heure tandis que les autres arrêts ne seraient plus desservis que par des bus.

La Noble-Contrée est en plein boom démographique; les usagers du funiculaire sont nombreux (étudiants et personnes âgées en particulier) et celui-ci est particulièrement pratique pour les personnes à mobilité réduite (chaises roulantes) et pour le transport de vélos. La région cherche d'ailleurs à se profiler comme destination touristique pour le cyclisme et le VTT. À l'inverse des bus, le funiculaire a l'avantage d'être rapide et d'amener les usagers directement au centre-ville de Sierre, proche de toutes les commodités.

La fermeture des arrêts intermédiaires du funiculaire signerait la mort d'un service de proximité très apprécié des usagers. De plus, le transfert du rail vers la route va à l'encontre de la logique promue aujourd'hui en matière de mobilité et rallonge considérablement les durées des trajets.

Conclusion

Nous demandons au Conseil d'Etat de répondre aux questions suivantes:

- Un projet de démantèlement partiel de la ligne de funiculaire Sierre - Crans-Montana est-il effectivement en cours? Si oui:
- Pourquoi n'a-t-il, à ce jour, jamais été communiqué?
- Une communication officielle est-elle prévue et, si oui, quand?
- Quelles sont les modifications effectivement prévues dans le cadre de ce projet?
- Le canton soutient-il ce projet en dépit de sa contradiction flagrante avec les principes modernes de mobilité?
- Le canton entend-il maintenir ses subventions à la compagnie SMC?

DRINGLICHE INTERPELLATION

Urheber	Les Verts, durch Jérémy Savioz, Aurelian Mascitti, Marie-Angèle Moos (Suppl.) und Jean-Daniel Melly (Suppl.)
Gegenstand	Standseilbahn Siders – Crans-Montana: Stand der Dinge?
Datum	11.09.2018
Nummer	5.0352

Aktualität des Ereignisses

Im Sommer 2018 waren Gerüchte über eine teilweise Einstellung der Standseilbahnlinie Siders – Crans-Montana (mit der Streichung von praktisch sämtlichen Zwischenstopps) im Umlauf. Anfang September 2018 wurde ein Verein der Nutzer der Standseilbahn ins Leben gerufen, der sich vor Ende Monat öffentlich äussern wird. Ein solches Projekt würde den modernen Mobilitätsgrundsätzen, die namentlich im «Kantonalen Mobilitätskonzept 2040» sowie im neuen Kantonalen Richtplan dargelegt wurden, widersprechen.

Unvorhersehbarkeit

Aufgrund der Funkstille seitens des Kantons, der betroffenen Gemeinden und des Unternehmens SMC wurden wir von dieser Neuigkeit völlig überrumpelt.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Das Projekt ist angeblich fast umgesetzt, es wurde jedoch niemand einbezogen oder informiert. Folglich besteht ein grosses Risiko, einmal mehr vor vollendete Tatsachen gestellt zu werden.

Mehrere Einwohner von Siders und Noble-Contrée haben kürzlich verblüfft erfahren, dass ein Instandsetzungsprojekt der Standseilbahn SMC Siders–Montana kurz vor Beendigung steht. Dies hat die Streichung der Zwischenstopps Muraz, Venthône, Darnona, St-Maurice-de-Laques und Marigny zur Folge. Zwischen den verbleibenden Haltestellen (Sierre – Bluche – Crans-Montana) soll es angeblich noch drei Fahrten pro Stunde geben. Die restlichen Haltestellen wären so nur noch mit dem Bus erschlossen.

Noble-Contrée befindet sich in vollem demografischen Boom: Die Standseilbahn wird von zahlreichen Leuten genutzt (insbesondere Studenten und ältere Menschen) und die Bahn selbst ist besonders praktisch für den Transport von Leuten mit eingeschränkter Mobilität (Rollstühle) und von Velos. Zudem möchte sich die Region als Tourismusdestination für den Radsport und das Mountainbiking profilieren. Im Gegensatz zum Bus gelangt man mit der Standseilbahn sehr schnell ins Stadtzentrum, in der Nähe von sämtlichen Annehmlichkeiten.

Die Schliessung der Zwischenhalte würde das Aus für eine von den betroffenen Reisenden geschätzte bürgernahe Dienstleistung bedeuten. Zudem steht die Verlagerung von der Schiene auf die Strasse nicht mit der gegenwärtig geförderten Logik in Sachen Mobilität im Einklang.

Schlussfolgerung

Wir möchten daher vom Staatsrat folgende Informationen erhalten:

- Ist gegenwärtig tatsächlich ein Projekt zur Einschränkung der Haltestellen der Standseilbahnlinie Siders – Crans-Montana im Gange? Wenn ja:
- Wieso wurde das bis heute nicht kommuniziert?
- Ist eine offizielle Mitteilung vorgesehen und falls ja, wann?
- Welche Änderungen sind im Rahmen dieses Projekts tatsächlich vorgesehen?
- Unterstützt der Kanton dieses Projekt, obwohl es offensichtlich nicht mit den modernen Mobilitätsgrundsätzen im Einklang steht?
- Gedenkt der Kanton, das Unternehmen SMC weiterhin zu subventionieren?